



# Mise à Jour Pays

## Mise en œuvre des stratégies d'adaptation au changement climatique: Points de vue des fermiers et agro-processeurs

Proposée par



Action Développement et Intégration Régionale (ADIR)  
[www.adirpf.org](http://www.adirpf.org)

## Introduction

Le Plan d'Action National d'Adaptation au changement climatique du Burundi (PANA) décrit que la situation actuelle de l'environnement au Burundi fait ressortir trois problèmes majeurs à savoir: - la dégradation des sols; - la dégradation de la biodiversité; - la dégradation de l'environnement humain.

Le PANA note que les perturbations causées par la variabilité et les changements climatiques ont souvent été enregistrées dans les différentes régions du pays et ont eu des conséquences plus ou moins importantes sur l'homme et sur son environnement. La grêle qui a occasionné des pertes en récoltes vivrières surtout dans les plateaux centraux ; les pluies torrentielles et surtout les inondations ont provoqué des coupures régulières des routes associées aux mouvements de terrain et des dégâts énormes sur les infrastructures et les populations ; une forte perturbation du régime climatique qui se traduit par le début très tardif des précipitations avec comme conséquences la perte des récoltes, la famine, la perte des vies humaines, le déplacement des populations, etc.

Dans la mise en œuvre des activités du PANA, des obstacles pourraient survenir. En effet, sur le plan financier, le Burundi pourrait avoir des difficultés de mobilisation des moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre des options prioritaires proposées. Au plan institutionnel, la faible capacité institutionnelle à la mise en œuvre des activités du PANA pourrait également constituer une entrave pour son exécution.

## Impacts climatiques et mesures d'adaptation des fermiers et agro-processus

Bukuru Onesphore, Conseiller à la Direction Générale de l'Industrie : A la SOSUMO, la sécheresse a frappé sérieusement les plantations de cannes à sucre. Les mesures d'adaptation qui ont été prises concernent le développement de l'irrigation par gravitation pour toute la plantation.

Hakizimana Claudine, Conseillère au Cabinet du MINAGRI: On assiste à la réduction de la production vivrière en général. Comme mesure d'adaptation, le MINAGRI recommande l'intégration de l'aspect changement climatique dans les documents stratégiques notamment la stratégie nationale agricole (SAN), le plan national d'investissement agricole (PNIA).

NKURUNZIZA Claudette, Institut de recherche agronomique ISABU : L'agriculture est sérieusement affectée par les effets du climat par les sécheresses et les inondations sans oublier les maladies et ravageurs qui prolifèrent. Comme mesures d'adaptation, il y a la recherche des variétés des cultures tolérantes à la sécheresse, des cultures à cycle court, les bonnes pratiques de gestion des eaux et des sols (agroforesterie, lutte antiérosive), la gestion intégrée des maladies et ravageurs, la collecte et la gestion des eaux pluviales.

Elvis RUYAGWA : La manière dont le CC affecte notre organisation APROPABU (les producteurs de l'huile de palme) réside au niveau de la diminution de la production annuelle de l'huile de palme à cause des saisons sèches qui sont de plus en plus longues.

Les mesures d'adaptation ont été prises : il s'agit notamment de l'irrigation des champs des palmeraies avec les eaux des rivières (Malheureusement cette solution ne résous pas significativement la carence en eaux vu l'étendu des exploitations) et la fertilisation les palmerais par les effluents de traitement de l'huile comme engrais organiques.

Jean Bosco NGENDAKUMANA : l'ASBL AGAKURA est affecté par les effets du climat avec l'intensification de l'érosion pluviale qui détruit la fertilité des sols ce qui conduit à la diminution de la production des cultures notamment du maïs, de la pomme de terre et du soja, la dégradation de la biodiversité causée par les feux de brousses qui détruisent les champs et surtout les boisements sur les crêtes des montagnes comme CENE ;

La sécheresse prolongée (déficit hydrique) qui cause le tarissement des ressources d'eau avec effet négatif sur la ferme école de Rwesero qui utilise beaucoup d'eau pour arrosage des champs et l'abreuvement des animaux de la ferme ; les arrêts temporaires des activités de l'unité de transformation agro-alimentaire.

### **Mesures d'adaptation déjà en œuvre au Burundi**

Une forme traditionnelle d'adaptation des agriculteurs burundais réside dans la façon qu'ils ont pu adapter la succession des cultures aux saisons culturales et plus particulièrement face aux attaques par les maladies et ravageurs des plantes. Les burundais ont adopté un système de conservation des ressources génétiques ; c'est la conservation sous forme d'épis ou des graines sèches pour la constitution des semences dans les greniers.

Dans le secteur de l'élevage, pendant les crises de sécheresse, les éleveurs préfèrent déplacer leurs troupeaux le long des cours d'eau où ils peuvent trouver un petit léger mieux, ou carrément se réfugient dans d'autres régions à l'intérieur comme à l'extérieur où les pâturages naturels existent.

Depuis les temps les plus reculés, les burundais ont adopté des méthodes traditionnelles de conservation des écosystèmes forestiers naturels. Il s'agit d'une coutume burundaise qui consistait à respecter

d'une manière quasi religieuse certains écosystèmes et/ou éléments de la biodiversité aussi bien animale que végétale.

La protection des forêts et des boisements par ces coupes feux fait partie des méthodes introduites depuis longtemps par l'administration coloniale. Dans l'état actuel, cet aspect de conservation tend à disparaître à cause des besoins de plus en plus pressants de la population.

## **Besoins des parties prenantes pour mieux s'adapter au changement climatique**

Bukuru Onesphore : La modernisation du système d'irrigation de la SOSUMO pour cela, elle a besoin de motopompes et des infrastructures d'irrigation au goutte à goutte. En effet, la nappe phréatique de la Maragarazi n'est pas très profonde, à certains endroits, elle est à 25 à 30 m.

HAKIZIMANA Claudine : Les services de vulgarisation prônent la maîtrise de l'eau pluviale pour faire face à l'érosion par les dispositifs antiérosifs et au déficit hydrique par la collecte des eaux de pluie.

NKURUNZIZA Claudette : L'ISABU fait des essais sur des variétés de cultures résilientes aux effets néfastes du climat comme les cultures à cycle court tolérantes à la sécheresse, le Renforcement des capacités et l'inventaire de l'état des lieux des pratiques d'adaptation déjà existantes.

Elvis RUYAGWA : Les besoins des producteurs de l'huile de palme pour mieux s'adapter au changement climatiques sont essentiellement :

□ L'instauration d'un système d'irrigation adaptée aux palmeraies c.à.d. pomper l'eau

du lacs Tanganyika pour l'irrigation aux fins de combler le déficit hydrique.

□ La prise en compte des données météorologiques dans nos activités.

□ L'intégration d'un Système de gestion environnementale au niveau de l'organisation (ex : l'usage d'énergies renouvelables, la réduction de la consommation d'énergie, le recyclage des sous-produits et déchets de l'extraction de l'huile de palme, le regroupement et la collecte des différents types de déchets et sous-produits, afin de mieux les traiter)

□ La production plus écologique du palmier à huile

□ Le renforcement des capacités sur la préservation de l'environnement dans et autour des palmeraies.

## **Soutien national, régional ou international reçu pour s'adapter au climat**

### **Au niveau national**

□ A l'IGEBU, il y a soutien du gouvernement à travers le budget annuel.

□ Au MINAGRI, il y a le Programme National de subvention des engrais ; la loi sur la subvention des semences et le protocole de lutte antiérosive.

□ L'ISABU a soumis des projets d'adaptation au changement climatique pour financement.

□ Le secteur privé et les organisations des producteurs n'ont pas de soutien du gouvernement

## **Autres types de soutien**

□ Prudence BIZIMANA : l'IGEBU a reçu le soutien de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), de la FAO et de l'Initiative du Bassin du Nil (IBN) qui ont accordé des équipements hydrométéorologiques pour l'extension de nouvelles stations et la réhabilitation de celles détruites par les effets du climat.

□ Au MINAGRI, les organisations et institutions suivantes interviennent dans le renforcement des capacités : IGAD Climate Prediction and Application Center (ICPAC), Action Développement et Intégration Régional (ADIR), The CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS), FAO, Banque Mondiale (BM), ENACT, Projet d'Appui Institutionnel (PAI)

## **Recommandations générales aux décideurs et aux négociateurs**

1. Renforcer la gestion des aires protégées existantes et ériger en aires protégées les écosystèmes naturels identifiés comme menacés et vulnérables ;
2. Préserver les boisements existants et reboiser les zones dénudées ;
3. Mettre en place des dispositifs pour le contrôle de l'érosion dans les régions sensibles ;
4. Contrôler la dynamique fluviale des cours d'eau et des torrents dans les Mumirwa, y compris la ville de Bujumbura ;
5. Vulgariser les cultures vivrières à cycle court et celles résistant à la sécheresse ;

6. Vulgariser les techniques de collecte des eaux de pluie pour des usages agricoles ou ménagers ;
7. Identifier et vulgariser les techniques améliorées d'utilisation du bois et des énergies nouvelles renouvelables ;
8. Multiplier les microcentrales hydroélectriques ;
9. Etablir et protéger les tampons stratégiques dans la plaine inondable du lac Tanganyika et autour des lacs du Bugesera ;
10. Identifier et vulgariser l'élevage d'espèces adaptées aux conditions locales du climat ;
11. Vulgariser les techniques d'élevage en stabulation permanente ;
12. Identifier et vulgariser des essences forestières résistantes à la sécheresse ;
13. Former et informer les décideurs et les autres intervenants, y compris les communautés locales sur les méthodes d'adaptation à la variabilité climatique ;
14. Améliorer les prévisions climatiques saisonnières pour l'alerte rapide.

## **PARTIES PRENANTES CONSULTEES**

*Zénon NSANANIYIYE, Conseiller au Cabinet du Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage*

*Emmanuel NGENDAKUMANA, Chef du projet « voix des paysans dans le Forum des Organisations des Producteurs Agricoles du Burundi (FOPABU) »*

*Claudette NKURUNZIZA, Institut de recherche agronomique (ISABU)*

*Claudine HAKIZIMANA, Conseillère au Cabinet du MINAGRI*

*Prudence BIZIMANA, Conseiller juridique à l'IGEBU*

*Onesphore BUKURU, Conseiller à la Direction Générale de l'Industrie*

*Elvis RUYAGWA, chargé de communication à l'APROPABU, filière palmier à huile*

*Jean Bosco NGENDAKUMANA, cadre de l'a.s.b.l. AGAKURA de MAKEBUKO en province Gitega.*



## **CUTS International, Geneva**

CUTS International, Geneva is a non-profit NGO that catalyses the pro-trade, pro-equity voices of the Global South in international trade and development debates in Geneva. We and our sister CUTS organizations in India, Kenya, Zambia, Vietnam, and Ghana have made our footprints in the realm of economic governance across the developing world.

© 2017. CUTS International, Geneva.

This country update note is authored by ADIR, Burundi. CUTS' country updates aim to inform negotiators and policy makers about stakeholders' perspectives on the ground related to a particular issue. Readers are encouraged to quote or reproduce material from this paper for their own use, provided due acknowledgement of the source is made.

37-39, Rue de Vermont, 1202 Geneva, Switzerland  
geneva@cuts.org • www.cuts-geneva.org  
Ph: +41 (0) 22 734 60 80 | Fax:+41 (0) 22 734 39 14 | Skype: cuts.grc

PROMOTING AGRICULTURE, CLIMATE AND TRADE LINKAGES IN THE EAST AFRICAN COMMUNITY – PHASE 2

The PACT EAC2 project builds capacities of East African stakeholders for climate-aware, trade-driven and food security-enhancing agro-processing in their region. Web: [www.cuts-geneva.org/pactec2](http://www.cuts-geneva.org/pactec2)



The PACT EAC2 project is undertaken with funding support from the Swedish International Development Cooperation Agency (Sida).